

ANALYSES ET COMPTES RENDUS

WILLIAM COOPER.—*History of Egypt* (1382-1469 A.D.). Université de Californie, 2 vols., 1954.

La liste des ouvrages de philologie sémitique de l'Université de Californie, qui comptait déjà onze volumes, vient de s'enrichir de deux autres. Ces derniers sont consacrés à l'histoire de l'Égypte et plus précisément aux règnes des Sultans El Malek El Zaher Barqouq (1382-1399) et El Malek El Nassir Farag, son fils (1399-1411), les deux premiers souverains de la dynastie circassienne qui a régné sur l'Égypte pendant 88 années environ.

L'auteur de cet ouvrage M. William Cooper nous donne une traduction littérale et fidèle d'une partie des annales de l'histoire de l'Égypte redigés par le célèbre historien et membre illustre de la gent militaire des Mamelouks, Youssef Aboul Mahasin ibn Taguiri Birdi.

L'oeuvre de ce dernier se rapporte à la période allant de la conquête de l'Égypte par les Arabes en 641, jusqu'à l'année 1469, précédant de peu le décès de l'auteur.

La traduction entreprise sous les auspices de l'Université couvrira une période de 88 années seulement, se terminant en 1459,, c'est-à-dire la période des Mamelouks.

L'histoire du règne des deux souverains prénommés met en lumière l'instabilité et le caractère arbitraire du régime en vigueur à l'époque. Mais elle inscrit aussi à l'actif, tout au moins du Sultan Barqouq, plusieurs heureuses entreprises militaires et des initiatives non moins heureuses dans les domaines des travaux publics d'art, agricole et social. En ce qui concerne le Sultan Barqouq, El Birdi, tout comme Makrizi, reconnaît ses qualités supérieures d'homme d'état, de soldat et d'administrateur et il exalte son oeuvre constructive sans pour autant cacher ses défaillances, qui étaient d'ailleurs communes à presque tous les chefs d'Etat de l'époque.

Le sultan Farag, suivant la recommandation de son père exprimée sur son lit de mort, fut proclamé sultan à l'âge de 14 ans en 1399 et régna 12 années environ jusqu'en 1412 où il fut déposé et assassiné.

Bien que d'un caractère généreux et viril, El Farag fut par son inexpérience et la malveillance de son entourage, entraîné à des actes qui ont soulevé la réprobation et l'hostilité de ses contemporains au point de lui refuser une sépulture décente.

Aboul Mahasin Ibn Taguiri El Birdi, l'auteur des annales naquit en 1409. Il n'avait donc pas vécu les événements qu'il relate. Mais, grâce à sa naissance, il put avoir des rapports suivis avec les mamelouks survivants de son père qui fut une des personnalités les plus marquantes de l'époque et grâce aussi à son activité multiforme il a pu recueillir aux sources les plus sûres la matière de son oeuvre classée parmi les meilleures de son genre.

Aussi la contribution de l'Université de Californie à la documentation en langue anglaise sur l'histoire de l'Egypte est très appréciable.

Dr. I. G. L.

FRANK MEISSNER. — *Aspects Economiques de la Réforme Agraire en Suède*, "Rivista di Economia Agraria", Juin 1954.

Afin d'assurer à l'agriculteur une rémunération adéquate, les prix de vente de certains produits agricoles notamment, sont dans plusieurs pays, maintenus à un niveau plus élevé que celui résultant du jeu du libre commerce.

Cette politique a un effet inflationniste sur le coût de la vie que l'on voudrait par contre voir baisser et provoque par ricochet, une hausse des salaires.

La Suède, qui a dû agir de même à un moment donné, a promulgué en 1947 une loi qui a pour objectif d'assurer au fermier un revenu égal à celui des autres activités à la condition que sa production soit efficiente.

La *Rivista di Economia agraria*, organe de l'Institut Italien d'Economie agraire, a publié dans son fascicule de Juin 1954,

sous la signature du Prof. Frank Meissner de l'Université de Californie, une analyse très intéressante de certains aspects de la dite loi.

Celle-ci se distingue des autres lois analogues parce qu'elle a pour objectif essentiel d'abaisser le coût de production des produits alimentaires agricoles essentiels, moyennant la rationalisation des entreprises.

Plusieurs mesures ont été mises en oeuvre à cet effet.

Recomposition de la propriété foncière afin de pallier aux graves inconvénients du morcellement excessif des propriétés, qui sont aussi importants que leur concentration excessive.

Droit de priorité de l'Etat dans l'achat des terres mises en vente afin de les répartir, si nécessaire, entre les domaines limitrophes.

Rationalisation de l'exploitation moyennant bonification, mécanisation, sélection, conseil d'experts, financement, etc.

Quels sont les résultats obtenus à ce jour ?

La récomposition procède nécessairement avec une grande lenteur. Par contre dans le domaine de la rationalisation on est parvenu à des résultats très appréciables. La mécanisation, notamment se développe à un rythme révolutionnaire. On estime qu'en 1951 le coût de la production alimentaire a diminué de 500 millions de couronnes.

Les résultats économiques obtenus font que l'expérience suédoise mérite d'être sérieusement étudiée par notre pays, qui souffre d'un très préjudiciable morcellement progressif de la propriété foncière.

Grâce à sa politique la Suède s'est notamment affranchie d'une grande partie de sa dépendance de l'étranger pour son approvisionnement en produits alimentaires.

Dr. I. G. L.

Dr. ALBERT C. HUNOLD. — *Le développement industriel de la Suisse.*

Sous les auspices de la National Bank of Egypt, M. le Dr. Albert C. Hunold de l'Institut Suisse d'Etudes Internationales, a donné au cours de la session 1953-54 de notre Société, une série

de quatre conférences (1) sur le développement industriel de la Suisse en particulier, et sur le problème de l'industrialisation qui hante l'esprit de tous les hommes d'état des pays dits insuffisamment développés.

L'histoire du développement de l'industrie en Suisse qui, dans l'espace de 150 années, est passé de l'état de pauvreté extrême à l'opulence, met en lumière les facteurs de ce merveilleux redressement.

La Suisse a pu créer et faire prospérer une riche gamme d'industries, bien que la consommation locale de leurs produits soit tout à fait négligeable, c'est-à-dire des industries essentiellement d'exportation. Il faut rechercher l'origine de ce miracle dans la puissante contribution de facteurs humains et culturels dus à l'efficacité du système d'enseignement créé par le célèbre pédagogue et philosophe Pestalozzi, animateur de l'Institut Fédéral de Technologie de réputation mondiale, fondé il y a cent ans.

Les principes du professeur Pestalozzi, dont les pédagogues modernes se sont inspirés, sont les suivants : il faut s'abstenir de bourrer le crâne des élèves d'une foule de connaissances hétéroclites et s'appliquer à développer et former l'esprit des élèves de façon à ce que l'initiative émane d'eux. L'instituteur n'est qu'un guide : il ne doit pousser l'élève ni le conduire. Il doit commencer par les choses concrètes facilement assimilables, empruntées à l'ambiance de l'élève. Cette méthode crée un jugement solide, dirige l'attention vers ce qui se passe autour de lui, développe le bon sens et le sentiment d'une connaissance solide de la vie réelle. Elle développe surtout l'esprit d'initiative sans quoi, dit le conférencier, il n'y a guère d'espoir de réaliser une industrialisation efficace.

On peut peut-être, dit-il, créer par des Comités de Planification des manufactures d'armes et de munitions, mais non pas des industries produisant pour le marché avec succès. Il répudie la théorie de Keynes du *National self sufficiency* (autarchie). La Suisse s'est puissamment industrialisée sans nullement songer

(1) Le texte intégral de ces conférences a été publié par les soins de la National Bank of Egypt.

à se suffire. Le conférencier a tracé un tableau très instructif du développement de l'industrie sans nullement prétendre le donner comme modèle. Très instructif fut le rapprochement qu'il fit entre la situation géographique de l'Egypte et celle de la Suisse dont l'isolement créé par l'enceinte montagneuse de l'une et les déserts de l'autre, a été éliminé par l'ouverture de voies d'accès terrestres ou maritimes vers les pays environnants.

Bien que seul un tiers à peu près de son territoire soit fertile et que ses richesses minières soient pauvres, la Suisse jouit d'un standard de vie élevé. Son commerce extérieur par tête d'habitant est le plus haut du monde, ce qui est dû surtout à sa production de qualité qui s'impose sur les marchés mondiaux nonobstant les restrictions douanières et autres. Seul un cinquième de sa population se consacre à l'agriculture. Un des aspects remarquables de l'industrie suisse est sa décentralisation. En 1950, seulement cinq villes avaient une population de plus de 100.000 habitants et seule la ville de Zurich atteint le chiffre de 400.000. Cette décentralisation présente d'importants avantages d'ordre social et sanitaire.

**

Le sujet de la deuxième conférence était l'industrie suisse du coton. La Suisse est le plus grand consommateur de coton par tête d'habitant. Elle occupait en 1953 la troisième place parmi les importateurs de coton égyptien et ses citoyens établis en Egypte ont largement contribué et contribuent encore au commerce intérieur et extérieur de ce textile.

L'industrie de la filature et du tissage du coton occupait au XVIIIème siècle la première place dans l'industrie suisse. Son histoire est des plus instructives. L'expansion du protectionnisme vers la fin du XVIIIème et le début du XIXème siècle, porta un sérieux coup à cette industrie qui dut son salut et sa prospérité actuelle à l'esprit de coopération et de solidarité très développé de sa population. La crise occasionnée par la politique protectionniste des principaux pays acheteurs de leurs produits poussèrent les industriels suisses à se spécialiser dans la fabrication des produits fins et à modifier radicalement leur organisation.

Il s'établit une très étroite et ingénieuse coopération entre les fournisseurs de matières premières, les banques et les industries d'une part et les agents de distribution d'autre part. Une fois de plus l'initiative privée a témoigné de sa force d'adaptation aux oscillations du marché et de son aptitude à pallier aux effets des crises.

Une des caractéristiques essentielles du point de vue économique et social est la grande décentralisation de la production. Chaque communauté rurale possède sa petite fabrique actionnée par les femmes et les enfants, les hommes se consacrant aux travaux ruraux. L'achat des matières premières, de même que la vente des produits finis aussi bien que pour les industries de la soie, des rubans, des dentelles et tulles très prospères est organisé sur la base d'une coopération étroite et loyale entre commerçants, banquiers et artisans sans la moindre intervention de l'Etat.

La prohibition d'exporter des machines de tissage, imposée par la Grande-Bretagne, donna naissance à la plus grande des industries suisses ; celle des constructions mécaniques. Ce développement, joint aux restrictions douanières et autres de certains pays, poussa d'autre part les capitalistes et industriels suisses de tous les secteurs à fonder des usines à l'étranger et à vendre les brevets et la licence de leur utilisation.

La troisième industrie suisse par ordre d'importance est l'horlogerie qui compte 2000 ateliers. Elle offre le meilleur exemple de la spécialisation et de la division du travail. Sur les 2000 fabriques, 500 seulement construisent les montres entières en plus de certaines pièces. Toutes les autres ne produisent qu'une ou deux pièces chacune. Cette organisation a accru et perfectionné la production, mais elle a presque supprimé la classe des horlogers réparateurs de montres et autres instruments de précision, car la fabrication des montres et autres machines est la "fille des sciences physiques et mathématiques" dont la connaissance ne s'impose pas à l'ouvrier moderne des fabriques.

Au cours de la dernière conférence, M. Hunold s'est appliqué à mettre en évidence les conséquences directes et indirectes de la politique économique libérale suisse : balance des paiements équilibrée bien que la balance du commerce soit régulièrement

déficitaire, richesse considérable en capitaux, due à l'esprit d'épargne et à la confiance extérieure, porte ouverte aux influences et peuples étrangers, etc.

Abordant le problème de l'industrialisation, le conférencier critique sévèrement la politique d'industrialisation des pays insuffisamment développés, représentée par le fameux Point IV du programme de M. Truman. Les méthodes que comporte ce point peuvent, dit-il, facilement mener à de grands désastres. Si nous essayons de guérir le paupérisme par la seule industrie, nous risquons de créer de la sorte des millions de prolétaires déracinés. "Je crains, dit-il que cela introduirait le germe du communisme dans ces pays et désintégrerait de la sorte leur structure."

C'est ce qui s'est produit en Argentine et en Yougoslavie notamment où l'industrialisation a eu pour résultat la baisse de l'agriculture. Aussi, met-il en garde les pays insuffisamment développés contre le dogme de l'industrialisation encouragé par l'appui financier étranger.

Le développement économique est subordonné à trois facteurs essentiels : l'ordre social, politique et économique. Du point de vue social, le progrès économique exige une série de qualifications individuelles dont les principales sont le sens de la responsabilité, la loyauté, l'économie, le sens de la continuité et de la tradition, l'amour du travail bien fait.

Du point de vue politique, le conférencier a fait l'apologie de la structure fédérale de la Suisse qui comporte une décentralisation politique à caractère strictement démocratique.

Quant à l'ordre économique, il se distingue en Suisse par son caractère strictement libéral favorable à l'entreprise privée et hostile à la planification qui nécessite fatalement l'établissement d'un fort pouvoir central s'ingérant dans la vie des entreprises.

Dr. I. G. L.

Facteurs de progrès économique. — "Bulletin International des Sciences Sociales", No. 2, 1954.

L'"Association Internationale des Sciences Economiques", patronnée par l'UNESCO, tint du 28 août au 3 septembre 1953 à Santa Margherita, Italie, sa quatrième conférence. Y ont pris part soixante économistes venus de vingt pays de toutes les parties du monde. L'objet de la conférence était d'étudier le problème du développement économique à long terme.

Le Bulletin International des Sciences Sociales édité par l'UNESCO, reproduit les différentes communications présentées à cette conférence suivies d'un résumé de la discussion à laquelle chacune d'elles donna lieu. Bien que toutes soient dignes d'être signalées, nous nous contenterons de donner un bref aperçu des débats sur les progrès économiques dans les régions insuffisamment développées.

Trois éminents économistes ont fait des communications sur ce sujet : MM. C. N. Vakil, P. R. Brahmanand et Hans W. Singer. Les deux premiers ont traité de la *connaissance technique et aptitude à la direction comme facteurs limitant le développement industriel des pays insuffisamment développés*. Leur communication reflète particulièrement la situation dans leur pays, l'Inde, dont les faiblesses qu'ils signalent et les remèdes qu'ils suggèrent intéressent bien d'autres pays (dont l'Egypte, bien que dans une plus faible mesure) à savoir : spécialisation insuffisante, pénurie de main d'oeuvre qualifiée, faible organisation des recherches, enseignement technique inadéquat, surpeuplement, faiblesse de l'épargne, etc.

La première mesure pertinemment préconisée par les conférenciers est de créer des centres de formation professionnelle. Mais, disent-ils, la réalisation de cette mesure se heurte à la pénurie des moyens financiers, au préjugé des industriels qui préfèrent les sujets formés à l'étranger ou à leurs usines. Tout en s'élevant contre ce préjugé, les auteurs de la communication admettent que l'enseignement des écoles techniques qui sont dépourvues d'ateliers est inefficace. Il en résulte une pénurie de cadres, aggravée par l'attraction qu'exerce la fonction publique sur les meilleurs sujets disponibles.

Les auteurs se rapportant à la situation démographique, sociale et économique des pays insuffisamment développés — définition qui est loin de réunir l'approbation unanime des participants au congrès — suggèrent les formes de progrès technique qui conviennent à ces pays, à savoir : celles qui exigent une rapide application, ne demandent que peu de capital, et emploient le plus de main d'oeuvre et moins de ressources rares. En somme les auteurs redoutent une industrialisation trop rapide pour des raisons d'ordre social et économique. Ils n'écartent pas pour autant la nécessité de la création de grandes entreprises industrielles propres à augmenter la fabrication de biens de production et d'énergie, installées de préférence dans les régions agricoles afin d'éviter l'exode vers les centres urbains. Ils appuient enfin sur la nécessité de développer les aptitudes organisationnelles et de gestion rationnelle, facteurs essentiels de progrès agricole et industriel.

M. Hans W. Singer traite ensuite des *problèmes de l'industrialisation des pays insuffisamment développés*. Il pose d'abord la question de savoir si les pays insuffisamment développés sont nécessairement insuffisamment industrialisés et si les pays développés sont toujours industrialisés. Il y a, dit-il, deux voies principales vers le développement économique : ou on améliore la structure existante à prédominance agricole de façon à augmenter la productivité, ou on entreprend un changement de structure en augmentant le revenu national par des déplacements d'activité hors de l'agriculture. La voie à choisir est la moins coûteuse ; et le coût relatif dépend, dit-il, dans chaque cas spécifique, de plusieurs facteurs. Là où il y a surpopulation le développement agricole, soutient-il, est plus coûteux que l'industrialisation. Lorsque la population est clairsemée, le développement des matières premières est relativement meilleur marché que l'industrialisation. Mais en définitive le choix entre l'amélioration agricole et l'industrialisation est principalement une affaire de répartition dans le temps et de structure.

D'après M. Singer, une technique avancée n'est pas, d'une manière générale, appropriée aux pays insuffisamment développés où le capital est rare et la main d'oeuvre abondante et non qualifiée. Là où la pression démographique est très forte il faut

modifier la structure de l'emploi interne en déplaçant l'excès de population du secteur agricole en le transférant vers des occupations non sujettes au rendement décroissant comme l'agriculture. La pression démographique ne s'oppose pas au développement économique et à l'industrialisation. Elle peut même stimuler le progrès technique dans le but d'accroître la productivité en provoquant une meilleure utilisation du capital existant sans pour autant exclure le recours au capital étranger lorsque l'épargne locale est épuisée.

Au cours de la très intéressante discussion qui suivit les deux communications on a relevé qu'il n'y avait pas de réponse simple à la question de savoir si les régions arriérées doivent développer leur agriculture ou s'industrialiser. En tout cas, a-t-on signalé, il est nécessaire que les régions surpeuplées veillent à ce que le rendement agricole s'élève au maximum économiquement avantageux. On a longuement débattu la question de savoir quel est le type de technique à adopter dans ces pays et l'équilibre qu'il convient d'établir entre l'agriculture et l'industrie.

Plusieurs orateurs ont d'autre part souligné l'importance des facteurs institutionnels dans le développement économique. M. Rueff se déclare frappé par le "dogme de l'industrialisation" en vigueur dans les pays insuffisamment développés et émet l'avis que l'abondance de capital et de main d'oeuvre n'est pas suffisante pour en déduire que l'industrialisation mènera toujours au progrès. Il importe de distinguer entre les pays surpeuplés et ceux dont les ressources naturelles sont inutilisées.

M. Vakil préconise des recherches tant à l'étranger qu'en Inde pour établir des méthodes techniques appropriées aux pays arriérés.

Pour M. James il y a deux types principaux de pays insuffisamment développés : ceux "vides", c'est-à-dire dont la plus grande partie des ressources naturelles est inutilisée ou inconnue et les pays surpeuplés. Les problèmes qu'ils posent ne sont pas les mêmes. M. James signale le fait connu par tous ceux qui ont voulu créer des industries dans les dits pays et qui mérite d'être médité sérieusement, savoir, qu'il est plus difficile de former une importante masse de main d'oeuvre à l'utilisation

de meilleures techniques qu'introduire des techniques étrangères utilisées par une main d'oeuvre importée.

Pour M. Colin Clark les problèmes que soulève la surpopulation sont nombreux et réagissent l'un sur l'autre, de sorte que la solution doit être recherchée dans une "attaque violente et concertée sur leur ensemble".

A propos de certaines régions d'Afrique qui semblent surpeuplées, M. Frankel dit qu'elles ont besoin d'un surplus et non pas d'une diminution de population. "Ce qui est nécessaire, dit-il, ce sont des hommes qui pourraient fournir les activités complémentaires à la population existante, des gens mieux formés et entreprenants", remarque pertinente applicable à bien des pays insuffisamment développés.

Dr. I. G. L.